

BONNE GOUVERNANCE COMME PILIER DE LA DEMOCRATIE FACE AU DEVELOPPEMENT DES ETATS AFRICAINS : CAS DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Par

François NGONGO AMISI

*Apprenant en Sciences politiques et administratives à l'Université de Kinshasa
Chercheur au Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)*

RESUME

La bonne gouvernance est un facteur de développement non négligeable. En effet, la qualité de la gouvernance et des institutions d'un pays influence manifestement sa capacité à assurer la croissance et à améliorer la qualité de vie de ses populations. Des études ont démontré depuis longtemps que l'organisation politique et la capacité administrative expliquent en grande partie les différences dans les schémas de croissance des pays en développement.

De ce qui précède, l'absence d'une bonne gouvernance s'est avérée particulièrement préjudiciable pour une intervention corrective de l'Etat congolais. La corruption généralisée et le détournement de deniers publics sont préjudiciables au développement. Ils affaiblissent la capacité du gouvernement à remplir convenablement ses fonctions ou à répartir équitablement les prestations de services publics. La forte concentration du pouvoir de prise de décision est également un facteur de mauvaise gestion du développement.

Mots-clés : *Géopolitique, géostratégie, gouvernance, pilier, démocratie, condition, émergence, développement, Etat, République Démocratique du Congo.*

ABSTRACT

Good governance is an important factor in development. Indeed, the quality of a country's governance and institutions clearly influences its ability to ensure growth and improve the quality of life of its people. Studies have long shown that political organization and administrative capacity largely explain differences in the growth patterns of developing countries.

In view of the above, the absence of good governance has proved particularly detrimental to corrective action by the Congolese state. Widespread corruption and misappropriation of public funds are detrimental to development. They weaken the government's ability to perform its functions properly or to distribute public services equitably. The high concentration of decision-making power is also a factor in poor development management.

Keywords: *Geopolitics, geostrategy, governance, pillar, democracy, condition, emergence, development, state, Democratic Republic of Congo.*

INTRODUCTION

La bonne gouvernance suppose l'existence d'éléments fondamentaux pour attirer les investissements étrangers et nationaux, pour toutes les politiques d'un pays. Pour attirer les investissements privés en général, et les investissements directs étrangers en particulier, la bonne gouvernance requiert un certain nombre de paramètres, notamment des mesures administratives simplifiées pour l'investissement étranger comme point de départ. L'existence de systèmes juridiques efficaces, comptables et prévisibles, et un leadership politique fort et transparent.

Par conséquent, la promotion de la bonne gouvernance dans les secteurs public et privé, par le renforcement de la transparence et l'amélioration de la prévision des procédures, ainsi que la promotion de meilleures normes de prestation des services publics, contribuent de manière significative à mettre en place un meilleur cadre réglementaire et à attirer les investissements.

La gouvernance politique doit définir les orientations de l'économie et fournir les infrastructures physiques et institutionnelles nécessaires à la gouvernance économique. Elle est importante pour la paix, la sécurité et la crédibilité du gouvernement. Tandis que la gouvernance économique doit fournir le cadre dans lequel se pratique la gouvernance des entreprises. Cette dernière est l'ensemble des lois qui régissent la création des entreprises ainsi que le cadre réglementaire pour leur gestion¹.

De même, il est généralement reconnu que les investissements privés et le secteur privé se développent dans les pays où les structures de gouvernance tant politique qu'économique sont interdépendantes. Raison pour laquelle notre sujet d'étude s'intitule la « Bonne gouvernance comme pilier de la démocratie face au développement des Etats africains » : cas de la République Démocratique du Congo.

Devant nos multiples préoccupations, l'unique question posée est la suivante : comment améliorer la gouvernance pour prétendre au développement en République Démocratique du Congo ?

En rapport avec cette question, la République Démocratique du Congo doit améliorer sa gouvernance en prenant un certain nombre des mesures notamment la transparence dans la gestion et le contrôle de la dépense publique, etc.

¹ KAUFMAN, *Les indicateurs de gouvernement sur base de six critères : responsabilité citoyenne, stabilité politique, efficacité des pouvoirs publics, qualité de la réglementation, Etat de droit, maîtrise de la corruption, place de la République Démocratique du Congo en dernière position*, Banque Mondiale, 2010, p.p. 43-57.

Cette étude nous permet de donner un meilleur éclairage aux décideurs politiques sur les mesures qu'ils doivent adopter pour améliorer la gouvernance, afin de booster le développement économique en République Démocratique du Congo.

Dans notre étude, nous avons choisi la méthode fonctionnaliste, car elle nous a permis d'évaluer l'incidence de la gouvernance sur le processus du développement en République Démocratique du Congo². Cette méthode a été complétée par la technique documentaire³. Cette dernière désigne tous ceux à partir desquels l'information peut-être puisée par la lecture du texte.

Outre l'introduction et la conclusion, notre article se subdivise en deux points ci-après :

- Etat de lieu de la République Démocratique du Congo ;
- Analyse de la gouvernance face au développement de la République Démocratique du Congo.

I. ETAT DE LIEU DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

I.1 Cadre démographique

La République Démocratique du Congo a une population estimée à environ 100 millions d'habitants dont 70% vivent en milieu rural et 30% en ville. Elle est l'un des pays africains les plus peuplés dont la croissance démographique avoisine 3% par an. La répartition par sexe montre que les femmes représentent 51% de la population totale contre 49% d'hommes. L'examen de la structure globale par groupe d'âge indique que 46% de la population sont âgés de moins de 15 ans, 50% sont compris entre 15 et 19 ans, contre 4% des populations ayant 60 ans et plus⁴. Cette structure montre clairement que la population congolaise est relativement jeune et que le rythme de sa croissance a un impact certain sur l'économie nationale.

La croissance démographique est plus accélérée en milieu urbain qu'en milieu rural, et les disparités importantes s'observent entre les provinces. Ce phénomène s'est accentué aux dix dernières années à cause des guerres qui secouent l'histoire récente congolaise. La densité moyenne de 38 habitants par km² est un chiffre qui cache d'énormes disparités régionales. Le taux d'alphabétisation, 15 ans et plus, s'élève à 77%, avec l'espérance de vie qui varie de 60 à 70 ans, et un indice de développement humain très faible. Ce qui fait

² F. ESISO ASIA ANANI, *Méthode de recherche en Sciences Sociales*, Institut de Recherche en Sciences Appliquées (IRSA), Université de Kisangani, République Démocratique du Congo, 2012, p.18.

³ MULUMA MUNANGA, *Sociologie générale et africaine*, éd. Sogelos, Kinshasa, 2006, p.42.

⁴ A. OMORO AMANO, *Une croissance économique durable de la République Démocratique du Congo, une approche méthodologique*, CEDI, Kinshasa, 2000, pp.210-245.

que la République Démocratique du Congo soit classée 175^{ème} sur 187 pays du monde⁵.

La population congolaise est majoritairement chrétienne dont 47% catholique, 28% de l'église protestante, moins de 5% des musulmans et moins de 5% pour le kimbanguisme. Les religions syncrétiques fusionnent d'éléments issus du christianisme et des croyances animistes. Cette population est composée de pygmées, bantous, soudanais et nilotiques. Sur les deux cents et vingt langues parlées au niveau local, la population congolaise se regroupe très souvent autour de quatre langues nationales, à savoir le kikongo 15% de locuteurs, le tshiluba 15%, le lingala 30% et le swahili 35% de locuteurs. Le reste, soit 5%, représente une disparité de minorité qui ne s'y trouve pas parmi ces langues véhiculaires RDC, dont les Batetela⁶...

I.2 Situation économique

Avec 80 millions d'hectares de terres cultivables, la République Démocratique du Congo pouvait nourrir près d'un tiers de la population mondiale. Les exportations agricoles ne représentent qu'environ 10% du PIB depuis 2006, contre 40% en 1960. Le secteur agricole du pays, avec une productivité réduite, est totalement paralysé et connaît une asthénie de productivité conduisant 73% de la population congolaise à vivre en insécurité alimentaire. Contexte par lequel les importations des denrées alimentaires augmentent, par contre, les exportations des produits de rente baissent. De ce fait, la production s'est en effet réduite depuis quelques années à des activités de substance, malgré des conditions naturelles favorables des terres arables, qui bénéficient d'une saison culturale de plus de huit mois dans l'année.

Ce problème sectoriel, partiellement lié à la faiblesse de la productivité, relève de problèmes d'accès au marché, d'évacuation des produits, de conservation, de la perte de main d'œuvre agricole et des semences de qualité, de l'utilisation de techniques inappropriées, et du manque d'instruments de travail adéquats. Cependant, l'agriculture reste le principal secteur de l'économie. Les principales productions exportées sont le café, l'huile de palme, le caoutchouc, le coton, le sucre, le thé et le cacao. Ainsi que les cultures vivrières qui concernent essentiellement le manioc, la banane plantain, le maïs, l'arachide et le riz⁷.

⁵ PNUD, *Rapport annuel des activités du Programme des Nations-Unies pour le Développement, Données démographiques*, République Démocratique du Congo, 2019, p.p.1-29.

⁶ Ministère du plan et de la reconstruction, *Programme multisectoriel d'urgence de reconstruction et de réhabilitation (2002-2005)*, vol. 1, diagnostics et options fondamentales, Kinshasa, 2002, p.6.

⁷ G. KABENGELE DIBWE, *Géographique économique et humaine de la République Démocratique du Congo*, vol. 1, éd. MES, Kinshasa, 2008, p.p.50-70.

En ce qui concerne l'élevage, dont les capacités potentielles varient entre 30 et 40 millions de bovins avec une charge bétail de 1/6 à 1/12 pendant toute l'année, ce n'est pas encore la priorité du gouvernement congolais⁸. Ce secteur est peu développé en République Démocratique du Congo, car les conditions naturelles ne sont pas, en partie, favorables pour le gros bétail sur une grande partie du territoire. Mais aussi la forêt dense n'a pas des pâturages, et la trypanosomiase est véhiculée par la mouche tsé-tsé, sévit à l'état endémique dans la plupart des régions basses du pays.

Nous faisons mention que les régions montagneuses de l'Est et du Sud-Est, à savoir le Kivu, sont, en revanche, propices à l'élevage. C'est ainsi que le bétail y aurait été introduit par des populations tutsies venant des pays voisins. Cependant, cet élevage est pratiqué par des populations de pasteurs spécialisées ou par quelques rares ranches modernes. En plus, les techniques de cet élevage restent rudimentaires chez les éleveurs traditionnels et les soins vétérinaires sont peu pratiqués⁹.

Outre les effectifs du cheptel bovin qui sont en constante baisse depuis 1990 par rapport aux décennies 60, 70 et 80, dans presque tous les villages, un petit cheptel de caprins, de porcs, d'animaux de basse-cour ou volailles, vit en liberté autour des cases et à la périphérie des villes. Globalement, même si la viande est de moins en moins consommée par les populations défavorisées, surtout les morceaux nobles, ces couches sociales se contentent de la poule, du poisson, etc. C'est étonnant que, la production de viande et de volailles demande de recours aux importations.

Autrefois important, le secteur industriel est actuellement composé de quelques petites usines dans le textile, l'agroalimentaire, la chimie, etc. Après le pillage du début des années 1990, toutes les branches de production souffrent de la crise qui frappe le pays. A ce sens, les industries manufacturées ont été coupées de leurs sources d'approvisionnement en matières premières et de leurs débouchés en produits finis, elles utilisent qu'entre 15 et 17% des capacités productives installées¹⁰.

La plupart des sociétés sont publiques ou à participation mixte, avec une participation majoritaire de l'Etat ? En dépit de processus de privatisation en cours, l'Etat reste le principal opérateur dans la plupart des secteurs économiques entre autres l'énergie, les mines, les forêts, le transport, l'hydraulique et le bâtiment. Nous retenons que, le secteur secondaire est très

⁸ O. KODILA TEDIKA et F. KYAYIMA MUTEBA, *Sources de la croissance en République Démocratique du Congo avant l'indépendance : Une analyse par la cointégration*, CRE Working Paper, n° 02/10, 2010.

⁹ M.F. GROS et F. MISSER, *Géopolitique du Congo (RDC)*, éd. Complexe, 2006, pp.12-30.

¹⁰ RDC, Plan national stratégique du développement, *vision de la République Démocratique du Congo à l'horizon 2050*, Kinshasa, 2016, p.20.

peu développé et caractérisé par une forte présence de l'Etat, marginalisant ainsi le secteur privé.

En effet, les effets conjugués dans l'effondrement des cours de cuivre et du crash pétrolier sur l'économie, les mesures suicidaires de zaïrianisation et de la radicalisation, depuis les années 1970, ainsi que des grèves régulières et un climat d'insécurité généralisé, ont contribué à briser l'essor des secteurs productifs en installant un climat de méfiance, auprès des opérateurs économiques expatriés, entraînant ainsi la fuite de capitaux.

Les pillages de 1991 et 1993, les guerres répétitives de 1996 jusqu'à aujourd'hui, ont également conduit à la destruction de l'outil de production et ont eu comme corollaire le découragement des investisseurs étrangers et le tarissement de l'aide publique au développement, principale source de financement de l'investissement public. Pendant cette période l'on constate un recul de l'investissement, qui en résulte la perte d'emplois et la baisse des revenus, suite à la fermeture d'un nombre important d'entreprises accentuant ainsi le chômage et la pauvreté en République Démocratique du Congo.

Les petites et moyennes entreprises sont confrontées à un environnement politique et économique défavorable, ainsi qu'à un cadre réglementaire inadapté et mal appliqué. Cette situation les a mises dans un état d'essoufflement et a conduit à une forte baisse de leur activité. La plupart des petites et moyennes entreprises ont été créées dans le but d'exploiter les opportunités que présente un environnement protectionniste. Au stade actuel de la mondialisation, de libéralisation de l'économie et d'intégration régionale, cette catégorie d'entreprises souffre d'un manque de compétitivité face aux produits extérieurs à cause des difficultés d'approvisionnement et l'étroitesse du marché tant national que local. Par ailleurs, depuis déjà des années, le patronal congolais regroupé au sein de la Fédération des Entreprises du Congo, se présente comme l'institution représentant le secteur privé congolais¹¹.

I.3 Considération politique

I.3.1 Au niveau interne

Nous allons tenir compte de quelques points saillants ayant trait à l'évolution politique de la République Démocratique du Congo, de l'indépendance à nos jours. Cette évolution fera mention seulement des différentes régions et différentes républiques et leurs époques historiques.

Ainsi, le Roi Baudouin proclama l'indépendance du Congo Belge le 30 juin 1960 devant les forces vives congolaises au palais de la nation, après les

¹¹ RDC, Discours du président de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) du 08 février 2010.

élections législatives du 24 juin 1960 qui élevant Joseph Kasavubu au poste du Président de la République et Emery Patrice Lumumba Premier Ministre. La première république prit fin par le coup d'Etat militaire du 24 novembre 1965, suite à plusieurs incompréhensions politiques tant internes qu'externes.

La deuxième république avait à la tête du pays le Président Joseph Désiré Mobutu. Il exerça ses fonctions sous la dictature du 24 novembre 1965 au 24 avril 1990, pendant vingt-cinq ans, et sous le multipartisme du 24 avril 1990 au 17 mai 1997, soit sept ans de la première phase de la transition de la République Démocratique du Congo.

Le 08 octobre 1996, Laurent Désiré Kabila devient le leader de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération. Il bénéficie le soutien du Rwanda, Burundi et de l'Ouganda, il déclencha les opérations armées qui ont mis fin au régime de Mobutu. Il gère la deuxième phase de la transition congolaise jusqu'au 16 janvier 2001, date à laquelle il a été assassiné au palais de marbre dans son cabinet du travail, vers l'après-midi.

Après la cérémonie de prestation de serment le 21 janvier 2001 au palais du peuple, Joseph Kabila accède au pouvoir en qualité de Président de la république. Il accepte de partager le pouvoir avec les ex-mouvements rebelles, au lendemain des assises du dialogue intercongolais qui aboutit à la signature de l'accord global et inclusif le 17 décembre 2002 à Pretoria, adopté le 1^{er} avril 2003 à Sun City en Afrique du Sud¹². Un gouvernement de Protagonistes a été mis en place au sein duquel il y a eu un Président dont Joseph Kabila et quatre vice-présidents notamment Jean Pierre Bemba du Mouvement de Libération du Congo (MLC), Azarias Ruberwa du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), Zaidi Ngoma de l'opposition politique et Yerodia Ndombasi de l'ex-gouvernement¹³. Pendant tout ce temps, il s'agissait de la troisième phase de la transition, qui a organisé les élections générales, à l'exception de municipales et locales, mettant en place les institutions de la troisième république, issues des urnes en 2006 et 2011 par l'élection et la réélection de Joseph Kabila.

Politiquement, s'organisent les dialogues de la Cité de l'Union Africaine de Kinshasa sous la médiation de Togolais Edem Kodjo en octobre 2016, et de la Conférence épiscopale nationale du Congo en décembre de la même année. Ces deux dialogues constituaient une nouvelle phase de transition au profit de Joseph Kabila jusqu'à la tenue des élections de décembre 2018, à l'issue desquelles Félix Antoine Tshisekedi a été élu Président de la république.

¹² A. LISIMO ALINGI, « Apport du Comité International de la Croix-Rouge à la paix dans la Province Orientale en République Démocratique du Congo », in *Revue congolaise de science et technologie*, vol. 1, n° 1, Conseil Scientifique National, Kinshasa, pp.46-54.

¹³ Idem.

Investi le 24 janvier 2019 au Palais de la Nation devant les forces vives du pays, le Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi ne pouvait plus garder longtemps le gouvernement Tshibala. Il a procédé à la nomination d'un Premier ministre, Monsieur Sylvestre Ilunga Ilukamba, issu de la majorité parlementaire, le 20 mai 2019 et la liste de membres de son tout premier gouvernement fut publiée le 26 août, il a fallu le 07 septembre 2019 pour qu'il y ait l'investiture.

Suite aux incompréhensions politiques, particulièrement chez les Congolais et généralement chez les Africains, la coalition entre le Cap pour le Changement (CACH) de Félix Antoine Tshisekedi et le Front Commun pour le Congo (FCC) de Joseph Kabila, deux plates-formes politiques électorales de 2018, le Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi mit fin à celle-ci le 23 octobre 2020. Il ouvrit la porte aux consultations nationales du 02 au 25 novembre 2020.

Après la motion de censure contre le gouvernement Ilunga et sa déchéance, le Président Tshisekedi nomme le Premier ministre Jean Michel Sama Lukonde le 15 février 2021, la publication de son gouvernement le 12 avril et son investiture eut lieu le 26 avril 2021. Il faudrait aussi noter que le deuxième gouvernement de Sama Lukonde fut publié le 23 mars 2023, avec l'entrée en fonctions des nouveaux ministres aux côtés de ceux qui étaient reconduits.

1.3.2 Au niveau régional

La République Démocratique du Congo appartient à quelques organisations d'intégration économiques et même politiques sous régionales, pour rechercher son émergence, la paix et la stabilité nationales. Elle est membre de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC), de la Conférence Internationale de la Région des Grands-Lacs (CIRGL) et de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC). Il se fait malheureusement que la situation socioéconomique ne s'améliore pas ; car on ne peut pas dissocier la politique de l'économie.

II. ANALYSE DE LA GOUVERNANCE FACE AU DEVELOPPEMENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

II.1 Appréciation critique

La bonne gouvernance est au cœur des politiques de développement préconisées par les institutions internationales. Pourtant, dans les Etats fragiles comme la République Démocratique du Congo, sa mise en œuvre se heurte à des fortes résistances. La gouvernance en République Démocratique du Congo est marquée par la mal gouvernance. Ce mal gouvernance est caractérisée par la prédation, la corruption, les biens mal acquis, la trahison, le détournement de deniers publics, l'impunité, la fraude, le trafic d'influence, le favoritisme, le

tribalisme, la discrimination, le clivage, l'injustice... Ces maux ne permettent pas le décollage d'un pays.

La République Démocratique du Congo tarde à atteindre son réel développement, et ce retard fait que le niveau de vie de son peuple connaît une sérieuse dégradation, issue d'une pauvreté extrême. Il se fait aussi malheureusement que, cette pauvreté entraîne la non-éducation et la non instruction de la jeunesse, les inégalités de l'environnement, la propagation des maladies et la famine généralisée des ménages...

Et pourtant, il y a plus de soixante ans, depuis que la République Démocratique du Congo a accédé à son indépendance, mais les congolaises et les congolais, ne cessent de vivre le pire, dans un pays qui dispose de très grandes ressources, appelé communément « scandale géologique ». Dès lors, le peuple congolais a perdu tout espoir, considérant que la République Démocratique du Congo, perdure dans un cycle interminable de pauvreté et dans la banqueroute mentale.

La République Démocratique du Congo a longtemps vécu dans une situation de mauvaise gouvernance, pendant plusieurs décennies. Cette médiocrité dans laquelle ce pays a sombré est caractérisée par plusieurs fléaux dont :

- La paupérisation du peuple par ses propres dirigeants, qui est à l'origine de l'enrichissement d'une minorité au détriment de la majorité ;
- La persistance de l'insécurité qui ne fait qu'emporter plusieurs âmes, endeuillant régulièrement les familles et la République ;
- La corruption érigée en mode de gouvernance et l'impunité à outrance dans le chef de dirigeants ;
- L'absence des hommes d'Etats honnêtes, au niveau de plusieurs instances de la république, caractérisée par un seuil très élevé de détournements au quotidien des deniers publics ;
- L'égoïsme sans égal des dirigeants devenu monnaie courante ;
- L'absence de planification des programmes hiérarchisés qui prend en compte les réalités du pays, surtout les particularités de chaque province et le non encadrement de la population, etc.

Au regard de toutes ces antivaleurs, non exhaustives, qui ont plongé la République Démocratique du Congo dans le gouffre, nous estimons que le peuple congolais des couches défavorisées injustement et indiscutablement mérite mieux.

II.2 Suggestions et perspectives

Face à cette désastreuse situation, en tant que scientifique et chercheur congolais, nous ne pouvons nullement nous taire, surtout que le néocolonialisme est en train de s'imposer pour comprendre les mœurs et cela au mépris de tout un peuple, avec pour finalité de sacrifier les générations présentes et futures, qui doivent bénéficier des dividendes issues des forces conjuguées de la génération actuelle. Notre souci majeur est la refondation des valeurs morales qui nécessite l'honnêteté dans la gestion de la chose publique et l'amour patriotique.

Ceci étant, il serait mieux de s'engager dans une lutte politique avec des grandes orientations qui consistent à éradiquer définitivement le favoritisme et la corruption qui rendent certains congolais extrêmement riches et d'autres, extrêmement pauvres, pourtant, tous fréquentent les mêmes marchés des biens et services et ironie du sort, régis tous, par la même constitution.

Ainsi, pour améliorer la bonne gouvernance en République Démocratique du Congo, certaines mesures doivent être prises pour propulser le développement. Parmi ces mesures, nous pouvons énumérer entre autres :

- Rectifier les erreurs du passé pour la dignité de la République Démocratique du Congo et des congolais, afin de faire avancer le pays vers un développement multisectoriel et radieux, surtout que l'honneur d'un peuple n'a pas de prix ;
- Assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens, lutter contre la corruption sous toutes ses formes, étant donné que celle-ci a gangrené tous les secteurs de la vie socio-professionnelle, piétinant ainsi la crédibilité et la légitimité de la démocratie ;
- Rétablir et restaurer la confiance entre l'Etat et les citoyens à travers une justice équitable ;
- Mettre en place des mécanismes efficaces et opérer des réformes rigoureuses au sein de l'appareil judiciaire pour procurer au peuple congolais une justice équitable, car la justice est le socle de tout développement étatique ;
- Mettre en place une administration crédible, respectable et responsable à l'image de celles des années 1960 ;
- Refondre la législation à travers les marchés publics avant leur privatisation ;
- Renforcer les capacités de l'Etat et des autorités locales à fournir les services et à réglementer plus efficacement l'économie ;
- Revisiter les contrats miniers et forestiers jugés léonins, et assainir le climat des affaires ;
- Reformuler la politique salariale basée sur la performance et établir la tolérance zéro dans l'armée, la police, la magistrature, l'agence de

- renseignement, la direction générale de la migration et autres services publics congolais ;
- Encourager la participation de la société civile, ainsi que les actions de surveillance renforçant la notion de responsabilité au niveau de l'Etat congolais ;
 - Susciter le gouvernement congolais à promouvoir les agricultures regroupées en coopératives, afin d'accéder aux crédits de l'Etat congolais à travers les banques, à faible taux d'intérêt et à long terme ;
 - S'inscrire dans la logique de plaider pour une bonne gouvernance du pays ;
 - S'ouvrir aux autres et sur le monde par solidarité juste et responsable, où chaque individu trouve sa place et agit au mieux pour un lendemain meilleur, en faveur des générations présentes et futures ;
 - Ne pas baisser les bras face aux problèmes qui asphyxient le peuple congolais, freinent la restauration de l'autorité de l'Etat et le respect des valeurs républicaines ;
 - Effectivité d'un Etat de droit, promouvoir la justice et le respect des droits humains ;
 - Appliquer aux agents, fonctionnaires et hauts cadres de l'Etat d'un barème salarial, répondant au coût de vie, en luttant contre les grands écarts, qui privilégient les uns en défaveur des autres, entraînant ainsi les inégalités sociales pendant que tous émergent d'une même loi budgétaire ;
 - Récréer l'homme politique congolais qui mettra au centre de toute préoccupation la recherche des intérêts communautaires et non égoïstes, car l'amour patriotique et nationalisme l'obligent ;
 - Combattre la discrimination et le clivage sous toutes les formes, en privilégiant l'unité nationale et le maintien de l'intégralité territoriale ;
 - Enfin, considérer comme chantier prioritaire, le changement de mentalité du sommet à la base, qui constitue la pierre angulaire sur laquelle repose l'esprit patriotique, qui place l'homme au centre de tout, tel que cela fut observé dans le comportement des nationalistes et patriotes au lendemain de l'indépendance de la République Démocratique du Congo.

CONCLUSION

Nous voici au terme de notre étude qui a porté sur la bonne gouvernance comme pilier de la démocratie face au développement des Etats africains : cas de la République Démocratique du Congo.

Dans notre champ de recherche scientifique, il a été question d'analyser comment la République Démocratique du Congo peut améliorer sa gouvernance afin d'atteindre le développement ?

En définitive, la République Démocratique du Congo connaît une situation de la mal gouvernance. Cette mauvaise gouvernance est visible dans les situations ci-après :

- L'inexistence d'une démocratie distincte entre les ressources publiques et les ressources privées ;
- L'incapacité à instaurer un cadre juridique prévisible et, pour l'Etat, à adopter un comportement propice au développement ;
- Des règles et règlements excessifs qui entravent le fonctionnement des marchés et encouragent la recherche de prébendes ;
- Des priorités incompatibles avec le développement, et qui engendrent une mauvaise affectation des ressources ;
- Et la prise de décision sur une base restreinte ou non transparente.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ESISO ASIA AMANI, F, *Méthodologie de la recherche en sciences sociales*, Institut de Recherche en Sciences Appliquées (IRSA), Université de Kisangani UNIKIS), 2012.
- GROS, M.F, et MISSER, F., *Géopolitique du Congo (RDC)*, éd. complexe, 2006.
- KABENGELE DIBWE, G., *Géographie économique et humaine de la République Démocratique du Congo*, vol. 1, éd. MES, Kinshasa, 2008.
- KAUFMAN, *Les indicateurs de gouvernement sur base de six critères : responsabilité citoyenne, stabilité politique, efficacité des pouvoirs publics, qualité de la réglementation, Etat de droit, maîtrise de la corruption, place de la République Démocratique du Congo en dernière position*, Banque mondiale, 2010.
- KODILA TEDIKA, O., et KYAYIMA MUTEBA, F., *Sources de la croissance en République Démocratique du Congo avant indépendance : Une analyse par la cointégration*, CRE Working Paper, n° 02/10, 2010.
- LISIMO ALINGI, A., « Apport du Comité International de la Croix-Rouge à la paix dans la Province Orientale en République Démocratique du Congo », in *Revue congolaise de science et technologie*, vol. 1, n° 1, Conseil Scientifique National (CSN), Kinshasa, 2022.
- MULUMA MUNANGA, A., *Sociologie générale et africaine*, éd. Sogelos, Kinshasa, 2006, p.42.
- OMORO OMANA, A., *Une croissance économique durable de la République Démocratique du Congo, une approche méthodique*, CEDI, Kinshasa, 2000.
- PNUD, *Rapport annuel des activités du Programme des Nations-Unies pour le Développement, données démographiques*, République Démocratique du Congo, 2019.
- RDC, Discours du président de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) du 08 février 2010.
- RDC, Ministère du Plan et de la Reconstruction, *Programme multisectoriel d'urgence de reconstruction et de réhabilitation (2002-2005)*, vol.1, diagnostics et options fondamentales, Kinshasa, 2002.
- RDC, *Plan national stratégique de développement, vision de la République Démocratique du Congo à l'horizon 2050*, Kinshasa, 2016.